

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

établi en application du Code de la Commande Publique

**Fourniture et livraison d'ouvrages neufs
français et étrangers édités sur support
physique**

Date et heure limites de réception des offres :

Le lundi 22 septembre 2025 à 16h00

Université de Strasbourg
Direction des Finances - Département Achat Marchés

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation	3
<u>1.1 - Objet</u>	3
<u>1.2 - Mode de passation</u>	5
<u>1.3 - Type de contrat</u>	5
<u>1.4 - Décomposition de la consultation</u>	6
<u>1.5 - Etendue des prestations</u>	6
<u>1.6 - Nomenclatures</u>	7
<u>1.7 - Renouvellement</u>	8
2 - Conditions de la consultation	8
<u>2.1 - Délai de validité des offres</u>	8
<u>2.2 - Forme juridique du groupement</u>	8
<u>2.3 - Variantes et Prestations supplémentaires</u>	8
<u>2.4 - Conditions particulières d'exécution</u>	8
<u>2.5 - Développement durable</u>	8
<u>2.6 - Confidentialité</u>	8
3 - Conditions relatives au contrat	9
<u>3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution</u>	9
<u>3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement</u>	9
4 - Contenu du dossier de consultation	9
5 - Présentation des candidatures et des offres.....	10
<u>5.1 - Documents à produire</u>	10
6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	13
<u>6.1 - Transmission électronique</u>	13
<u>6.2 - Transmission sur support papier</u>	15
7 - Examen des candidatures et des offres.....	15
<u>7.1 - Examen des candidatures</u>	15
<u>7.2 - Attribution des marchés</u>	16
<u>7.3 - Suite à donner à la consultation</u>	24
8 - Renseignements complémentaires	24
<u>8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact</u>	24
<u>8.2 - Procédures de recours</u>	24

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

établi en application du Code de la Commande Publique (CCP)

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne la :

fourniture et livraison d'ouvrages neufs français et étrangers édités sur support physique.

Le périmètre de cet accord-cadre comprend notamment les opérations de recherche des ouvrages auprès des éditeurs, des diffuseurs ou distributeurs, la passation des commandes et l'ensemble des prestations nécessaires à la livraison des fournitures.

Sont désignés par le terme "ouvrage", les monographies et documents imprimés ainsi que les publications commerciales, y compris celles de petits éditeurs régionaux, d'universités, d'associations ou de sociétés savantes. Sont également objet de l'accord-cadre les numéros spéciaux de périodiques auxquels est attribué un numéro ISBN, à savoir les numéros isolés de périodiques assimilés à des ouvrages.

Le système intégré de gestion des bibliothèques (SIGB) utilisé par l'Université de Strasbourg, l'Université de Haute-Alsace et l'INSA Strasbourg est SEBINA NEXT.

Les ouvrages concernent toutes disciplines. Les ouvrages commandés seront principalement des ouvrages niveau enseignement et recherche en toutes disciplines, mais pas à titre exclusif. Des ouvrages d'enseignement et recherche édités en langues rares, des livres et manuels scolaires (du niveau pré-élémentaire au niveau lycée), de la littérature non scolaire devront également être fournis, dont notamment :

- ouvrages universitaires (niveau enseignement et recherche) ;
- livres et manuels scolaires ;
- livres de littérature (adulte, enfant et jeunesse).

La mention « support physique » permet d'intégrer:

- les ouvrages imprimés accompagnés de documents sur support cd-rom, cd audio, DVD, clés USB, etc. ;
- les ouvrages sur support multimédia : cd-rom, cd audio, DVD, clés USB ou tout autre support matériel diffusé par le biais des librairies.

Exclusion du présent accord-cadre :

- les suites et souscriptions (ouvrages ou suites d'ouvrages à paraître et pour lesquels un engagement d'acquisition est obligatoirement pris au préalable) ;
- les partitions musicales ;
- les cartes et plans ;
- les ouvrages édités par les Presses Universitaires de Strasbourg (P.U.S.) ;
- les livres d'artiste (objet, œuvre d'art en elle-même, acheté directement à l'artiste)

FOURNITURE ET LIVRAISON D'OUVRAGES NEUFS FRANÇAIS ET ETRANGERS EDITES SUR SUPPORT PHYSIQUE

- pour l'Université de Strasbourg, les ouvrages ayant pour auteur un personnel de l'Université de Strasbourg et pour l'acquisition desquels la maison d'édition fait bénéficier le personnel concerné d'un taux de remise supérieur à 9%* ;
- pour l'Université de Haute-Alsace, les ouvrages ayant pour auteur un personnel de l'Université de Haute-Alsace et pour l'acquisition desquels la maison d'édition fait bénéficier le personnel concerné d'un taux de remise supérieur à 9%* ;
- pour l'INSA Strasbourg, les ouvrages ayant pour auteur un personnel de l'INSA Strasbourg et pour l'acquisition desquels la maison d'édition fait bénéficier le personnel concerné d'un taux de remise supérieur à 9%* ;
- les publications des sociétés savantes et des associations exclusivement auto-diffusées ;
- ou tout autre ouvrage vendu sans passe par le circuit classique de distribution (vente en exclusivité).

**Ces exclusions prennent effet lorsque le titulaire ne permet pas aux auteurs de bénéficier des mêmes conditions que lorsque les auteurs s'approvisionnent directement auprès des éditeurs.*

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande par le pouvoir adjudicateur.

Le périmètre technique des prestations demandées est défini dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Procédure passée en groupement de commandes :

La présente procédure est portée par l'Université de Strasbourg et couvre les besoins des établissements suivants :

✓ **L'Université de Strasbourg (Unistra)**

4, rue Blaise Pascal - CS 90032
67070 STRASBOURG CEDEX

✓ **L'Université de Haute-Alsace (UHA)**

2, rue des Frères Lumière
68093 MULHOUSE

✓ **L'Institut National des Sciences Appliquées de Strasbourg (INSA Strasbourg)**

24 Boulevard de la Victoire
67084 STRASBOURG CEDEX

Dans un souci de mutualisation des moyens et d'harmonisation des procédures de passation de leurs marchés, les signataires de la convention de groupement font le choix de se grouper afin de coordonner et de regrouper leurs achats.

Le groupement est formé selon les dispositions de l'article L2113-7 du Code de la commande publique : la convention de groupement de commandes confie au membre coordonnateur du groupement (Université de

Strasbourg) la charge de mener la procédure de passation des marchés au nom et pour le compte de tous les membres du groupement, dans le respect des règles de la commande publique.

Chaque membre du groupement s'engage à signer, avec le cocontractant retenu, un marché à hauteur de ses besoins propres dont il assure la bonne exécution.

Chaque membre du groupement est seul responsable de l'exécution des obligations qui lui incombent en vertu de la convention constitutive pour les opérations dont il se charge en son nom propre et pour son propre compte.

Dans tous les cas, aucun des membres du groupement ne peut ni remettre en cause le choix opéré dans le cadre du groupement en concluant le marché avec un autre prestataire, ni modifier l'objet du marché.

Lieu(x) d'exécution :

- Les différents sites de **l'Université de Strasbourg**, situés principalement à Strasbourg et sur le territoire de l'Eurométropole, mais également à Haguenau, Sélestat et Colmar notamment ;
- Pour **l'Université de Haute-Alsace** : BIBLIOTHEQUE DE LA FONDERIE, 16 rue de la Fonderie 68100 Mulhouse ;
- Pour **l'INSA Strasbourg** : 24 boulevard de la Victoire, 67084 STRASBOURG Cedex.

Au moment du lancement de la présente consultation, l'ensemble des entités de l'Université de Strasbourg est susceptible de passer commande de manière autonome et indépendante. A l'inverse, l'Université de Haute Alsace et l'Institut National des Sciences Appliquées de Strasbourg centralisent les achats et les livraisons auprès d'une adresse unique. Pour plus de précision, voir l'article 3.4.2 « Suivi des commandes et gestion des litiges » du CCTP. Cette situation est toutefois susceptible d'être modifiée à tout moment.

Fournitures annexes

Pour des raisons de délai et si le titulaire est en capacité de répondre au besoin, il sera possible de prévoir l'achat sur ce marché de livres d'occasion.

De même, le titulaire a la possibilité de proposer à l'achat des e-books en « titre à titre » (les bouquets d'e-books sont formellement exclus).

Le titulaire n'est pas tenu de proposer à l'achat des livres d'occasion et/ou des e-books à l'unité, et ne bénéficie pas de l'exclusivité des commandes le cas échéant.

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

1.3 - Type de contrat

L'accord-cadre sans minimum et avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Les montants **maximums** des commandes du marché sont définis comme suit :

Pour le lot 1 : Fourniture et livraison d'ouvrages neufs édités en France ou publiés en français

Membre du groupement	Période 1	Période 2	Période 3	Période 4	Total
Unistra	1 500 000€ HT	1 500 000€ HT	1 500 000€ HT	1 500 000€ HT	6 000 000€ HT
UHA	300 000€ HT	300 000€ HT	300 000€ HT	300 000€ HT	1 200 000€ HT
INSA Strasbourg	60 000€ HT	60 000€ HT	60 000€ HT	60 000€ HT	240 000€ HT

Pour le lot 2 : Fourniture et livraison d'ouvrages neufs publiés en langue étrangère et édités à l'étranger

Membre du groupement	Période 1	Période 2	Période 3	Période 4	Total
Unistra	510 000€ HT	510 000€ HT	510 000€ HT	510 000€ HT	2 040 000€ HT
UHA	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
INSA Strasbourg	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A

Les montants sont ainsi identiques pour chaque période de reconduction et pour chaque lot.

Cet accord-cadre, qui fixe toutes les stipulations contractuelles, est conclu avec **un seul titulaire pour chaque lot.**

Les bons de commande, qui pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché, seront notifiés par chaque pouvoir adjudicateur au fur et à mesure de ses besoins.

1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en **2 lots** définis comme suit :

Lot(s)	Désignation
Lot 1 UNISTRA, INSA et UHA	Fourniture et livraison d'ouvrages neufs édités en France ou publiés en français
Lot 2 UNISTRA	Fourniture et livraison d'ouvrages neufs publiés en langue étrangère et édités à l'étranger

Les prestations attendues dans le cadre de chacun des lots sont précisées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Chaque lot fera l'objet d'un accord-cadre.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

1.5 - Etendue des prestations

A titre indicatif, sans que ces montants n'engagent l'administration, les montants **estimatifs** des prestations objet de l'accord-cadre sont les suivants :

Pour le lot 1 : Fourniture et livraison d'ouvrages neufs édités en France ou publiés en français

Membre du groupement	Période 1	Période 2	Période 3	Période 4	Total
Unistra	500 000€ HT	500 000€ HT	500 000€ HT	500 000€ HT	2 000 000€ HT
UHA	100 000€ HT	100 000€ HT	100 000€ HT	100 000€ HT	400 000€ HT
INSA Strasbourg	20 000€ HT	20 000€ HT	20 000€ HT	20 000€ HT	80 000€ HT

Pour le lot 2 : Fourniture et livraison d'ouvrages neufs publiés en langue étrangère et édités à l'étranger

Membre du groupement	Période 1	Période 2	Période 3	Période 4	Total
Unistra	170 000€ HT	170 000€ HT	170 000€ HT	170 000€ HT	680 000€ HT
UHA	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
INSA Strasbourg	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A

Les montants seront identiques pour chaque période de reconduction et pour chaque lot.

1.6 - Nomenclatures

Les classifications conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

Lots	Code principal	Description
1 et 2	22100000-1	Livres, brochures et dépliants imprimés
	Code(s) additionnel(s)	Description
	22110000-4	Livres imprimés
	22120000-7	Publications
	22113000-5	Livres de bibliothèque
	22160000-9	Fascicules

La nomenclature interne de l'Université de Strasbourg se décompose de la façon suivante :

Lots	Nomenclature	Libellé
1 et 2	CE.01	Documentation : livres scolaires imprimés de toutes matières
	CE.03	Documentation : livres non scolaires imprimés

1.7 - Renouvellement

Il s'agit d'un marché renouvelable en raison du caractère récurrent des prestations.

Sous réserve de la reconduction de l'accord-cadre, le renouvellement sera mis en œuvre dans 4 ans.

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **4 mois** à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire ou aux attributaires de l'accord-cadre.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

2.3 - Variantes et Prestations supplémentaires

Aucune variante libre (à l'initiative du candidat) n'est autorisée.

Par ailleurs, aucune variante imposée (par le pouvoir adjudicateur) et aucune prestation supplémentaire n'est prévue.

2.4 - Conditions particulières d'exécution

Cette consultation ne comporte aucune des conditions particulières d'exécution visées par les articles L2112-2, L2112-3 et L2112-4 du Code de la commande publique.

Aucune prestation n'est réservée au profit d'entreprises ou d'établissements visés par les articles L2113-12, L2113-13, L2113-14 du Code de la commande publique.

2.5 - Développement durable

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère environnemental dont le détail est indiqué dans le CCAP.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

2.6 - Confidentialité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité.

3 - Conditions relatives au contrat

3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

Le présent marché ne devient définitif et ne peut recevoir exécution qu'après notification au titulaire.

Sous réserve d'une notification en temps utile, le contrat est conclu pour une période initiale qui s'étend **du 1^{er} janvier 2026, jusqu'au 31 décembre 2026.**

Il sera ensuite reconductible par périodes successives d'un (1) an pour une durée maximale de reconduction de trois (3) ans, **sans que cette durée ne puisse excéder le 31 décembre 2029.**

Conformément à l'article R 2112-4 du Code de la Commande Publique, la reconduction est tacite et le titulaire ne peut s'y opposer. La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 1 mois avant la fin de la durée de validité du marché.

Les délais d'exécution des prestations, ainsi que tout autre élément indispensable à leur exécution sont fixés dans les conditions du CCAP.

3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les prestations seront financées sur le budget de chaque établissement.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes. En cas de retard de paiement, le taux des intérêts moratoires et le montant de l'indemnité forfaitaire de recouvrement seront fixés en application des articles R2192-31 à R2192-36 du Code de la commande publique.

Une avance pourra être versée en application de l'article R2191-3 et suivants du Code de la commande publique. L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

4 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes :
 - Annexe 1 : Liste des principales bibliothèques de l'Unistra
 - Annexe 2 : Lot 1 Liste des ouvrages français
 - Annexe 3 : Lot 2 Liste des ouvrages étrangers
- Les 2 « Cadre de réponse technique (CRT) » – 1 par lot
- Les 2 « Cadre de réponse financier (CRF) » – 1 par lot

- L'attestation sur l'honneur en vue du contrôle de la situation des sociétés au regard du Règlement (UE) n°2022/576 du Conseil du 8 avril 2022 modifiant le règlement (UE) n°833/2014 concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine (Attestation sur l'honneur sociétés russes) ;

Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), auquel le marché se réfère n'est pas produit dans le dossier de consultation. S'agissant d'une norme réglementaire, les candidats sont censés parfaitement connaître ledit CCAG.

Le dossier de consultation des entreprises est remis gratuitement à chaque candidat. Il est disponible à l'adresse électronique suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

IMPORTANT : les documents de la consultation sont librement accessibles sur le profil d'acheteur, sans identification obligatoire des opérateurs économiques. Néanmoins, il vous est fortement conseillé de procéder à votre identification, car celle-ci vous permet d'être tenus informés automatiquement des modifications et des précisions éventuellement apportées au DCE. Dans le cas contraire, il vous appartiendra de récupérer par vos propres moyens les informations communiquées.

Aucune demande d'envoi du dossier sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être reçues par les candidats au plus tard **11 jours** avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5 - Présentation des candidatures et des offres

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

5.1 - Documents à produire

A noter que pour une meilleure lisibilité de la proposition, l'université souhaite que les pièces relevant de l'offre soient clairement séparées de celle relevant de la candidature, par tout moyen qui permettra de les distinguer formellement.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces de la candidature et celles relevant de l'offre listées ci-après.

Un **récapitulatif des pièces** à fournir est également disponible en dernière page du présent document.

➔ **Pièces relevant de la candidature** telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

- **Le formulaire DC1** (Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses cotraitants) dans sa dernière version disponible, dûment renseigné ;
- **Le formulaire DC2** (Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement), dans sa dernière version disponible, dûment renseigné et complété des informations nécessaires à l'appréciation des conditions de participation suivantes :
 - la capacité économique et financière des candidats
 - les capacités techniques et professionnelles des candidats.

Conformément aux articles R2143-3 et R2143-4 du Code de la commande publique, les renseignements ou documents demandés en tant que moyens de preuve sont les suivants :

- ♦ au titre de la capacité économique et financière de l'entreprise (renseignements à mentionner à la rubrique F du DC2 ou partie IV.B du DUME) :
 - Déclaration concernant le chiffre d'affaires global (*partie IV.B.1.a du DUME*) et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, (*partie IV.B.2.a du DUME*), portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;
 - Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents (*partie IV.B.5 du DUME*) ;
- ♦ au titre des capacités techniques et professionnelles de l'entreprise (renseignements à mentionner à la rubrique G du DC2 ou partie IV.C et D du DUME):
 - Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années (*partie IV.C.8 du DUME*) ;
 - Liste des principales livraisons effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat (*partie IV.C.1.b du DUME*) ;
 - L'attestation sur l'honneur en vue du contrôle de la situation des sociétés au regard du Règlement (UE) n°2022/576 du Conseil du 8 avril 2022 modifiant le règlement (UE) n°833/2014 concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine (Attestation sur l'honneur sociétés russes).

NOTA :

Le candidat peut produire les documents de preuve des informations demandées dès la présentation de sa candidature, quand bien même il n'y est pas tenu. En effet, ce n'est qu'au moment de la vérification de la candidature que le pouvoir adjudicateur est en droit d'exiger les documents justificatifs des informations fournies.

Par ailleurs, s'il est constaté que des pièces ou informations demandées sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié et identique pour tous.

IMPORTANT :

Le candidat **est invité à utiliser les formulaires DC1/DC2** pour présenter sa candidature. **La nouvelle version** (issue de la nouvelle réglementation applicable) des documents DC1 et DC2 et leurs notices explicatives sont disponibles gratuitement sur le portail de l'Economie, des Finances, de l'Action et des Comptes publics sous le lien <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>. Il est à noter que **c'est la dernière version disponible des documents** qui doit être utilisée.

Le candidat est néanmoins libre de présenter sa candidature sous une autre forme. Il peut notamment utiliser le **Document Unique de Marché Européen (DUME) rédigé en français** pour présenter sa candidature.

Le cas échéant, il devra apporter l'ensemble des éléments visés aux articles R2142-1 à R2142-14 du Code de la commande publique et aux articles auxquels ils renvoient, y compris les renseignements ou documents listés ci-dessus.

Pour justifier des capacités techniques et professionnelles ainsi que des capacités économiques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes renseignements ou documents concernant cet/ces opérateur(s) économique(s) que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur.

En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet/ces opérateur(s) économique(s) pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de/des l'opérateur(s) économique(s).

De ce fait, en cas de candidature groupée notamment, le DC2 ou le DUME sont à produire par chacun des membres du groupement. Par contre, le DC1 ne sera fourni qu'en un seul exemplaire.

➔ Pièces relevant de l'offre :

Le candidat produira **une offre complète par lot soumissionné** comprenant :

Pour le lot 1 :

1. **Le cadre de réponse technique (CRT) correspondant au lot 1** (1 document au format Word, fourni dans le DCE), complétée intégralement
2. **Le cadre de réponse financier (CRF) au lot 1** (1 document au format Excel avec 1 onglet, fourni dans le DCE), complétée intégralement

Pour le lot 2 :

1. **Le cadre de réponse technique (CRT) correspondant au lot 2** (1 document au format Word, fourni dans le DCE), complétée intégralement
2. **Le cadre de réponse financier (CRF) au lot 2** (1 document au format Excel avec 2 onglets, fourni dans le DCE), complétée intégralement

IMPORTANT :

L'offre devra obligatoirement comporter les éléments énumérés ci-dessus, par lot soumissionné.

Le candidat doit impérativement respecter le cadre de réponse des documents fournis.

De plus, **toute mention** rajoutée par le candidat dans son offre et **contraire aux clauses du cahier des charges, établi par l'université sera jugée irrégulière et entraînera le rejet de l'offre du candidat** (sauf mise en œuvre expresse des dispositions de régularisation prévues aux articles R2152-1 et R2152-2 du Code de la commande publique et rappelées à l'article 7.2 ci-après).

Conformément aux dispositions du Code la commande publique, et afin de simplifier le dépôt de l'offre, l'acte d'engagement n'a plus à être demandé (signé) dès le dépôt de l'offre.

Aussi, aucun acte d'engagement n'est à fournir au moment du dépôt de l'offre.

L'acte d'engagement signé ne sera exigé que du seul attributaire, au terme de la procédure afin de formaliser le contrat.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination au plus tard à la date et à l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

Le pouvoir adjudicateur **impose la transmission des documents par voie électronique** effectuée dans les conditions de l'article 6.1 du présent règlement de la consultation.

6.1 - Transmission électronique

6.1.1 – Transmission des plis

En application des dispositions de l'article R2132-7 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur **IMPOSE la transmission du pli par voie électronique pour cette consultation** et aucun autre mode de transmission n'est autorisé.

Il est rappelé au candidat que conformément aux dispositions de l'article R2151-6 du Code de la commande publique, l'offre est transmise en une seule fois. Si plusieurs offres sont successivement transmises par le candidat, seule est ouverte la dernière offre qui aura été réceptionnée dans le délai fixé pour la réception de l'offre.

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur (PLACE, Plateforme des Achats de l'Etat), à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>. En revanche, la transmission des documents sur un support physique électronique (CD-ROM, clé USB...) n'est pas autorisée.

Une aide technique à l'utilisation de la plateforme est disponible sur ce site. Les outils mis à disposition sur la plateforme (guide d'utilisation, films d'autoformation, test de configuration de poste) qui informent des prérequis techniques et décrit l'utilisation de la PLACE, font partie intégrante du règlement de la consultation.

Les conditions de présentation des plis électroniques sont les suivantes : pour une meilleure lisibilité de la proposition, il est souhaitable que le pli comporte des fichiers distincts dont l'un contienne les pièces de la candidature et l'autre, les pièces de l'offre.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Le fuseau horaire de référence sera celui de Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Un dépôt anticipé des plis est fortement recommandé afin de pallier tout problème informatique éventuel (site saturé, document très volumineux, faible débit de réseau...).

Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Le candidat devra fournir une offre dont le volume ne pourra excéder 1 Go, sous peine de voir le téléchargement de son dossier impossible par la plateforme PLACE, qui ne peut accepter des fichiers supérieurs à 1 Go.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier.

Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement **la mention « copie de sauvegarde »**, ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Elle est adressée par voie postale à :

Université de Strasbourg

Direction des finances-Département des Achats et des Marchés

Institut Le Bel - 3ème étage - bureau 336 H

4 rue Blaise Pascal - CS 90032

67081 STRASBOURG Cedex

et devra être réceptionnée au plus tard aux date et heure limites fixées pour la réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document

ou

déposée, contre récépissé, à la même adresse (Secrétariat du Département des Achats et Marchés - Institut le Bel Bâtiment haut 3ème étage bureau 336H) et au plus tard aux date et heure fixées pour la réception des offres, du lundi au vendredi (sauf jours fériés) le matin de 9h à 12h et l'après-midi de 14h à 16h.

La localisation de l'Institut le Bel sur le campus centre est disponible sous le lien <http://mob.u-strasbg.fr/geoloc/index.html?permalinkId=50>

Il appartient au candidat de s'assurer que les pièces transmises soient compatibles avec le système informatique de l'Unistra / Département des Achats et Marchés : PC sous Windows 11 Professionnel, avec des fichiers :

- au format DOC / DOCX, PDF ou ODF (ODT), pour les cadres de réponses technique (CRT) et les éventuels annexes ;
- au format XLS, XLSX ou ODF (ODS) pour les cadres de réponses financier (CRF).

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé au candidat de soumettre ses documents à un anti-virus avant envoi.

6.1.2 – Signature du marché

Il est précisé que la signature du marché n'est pas requise dès le dépôt des offres. En effet, la signature du marché ne sera exigée qu'au terme de la procédure, afin de formaliser le marché.

Les candidats sont informés que la signature électronique du contrat par l'attributaire pourra être demandée selon les modalités prévues à l'annexe 12 du Code de la commande Publique (Arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique). Pour signer électroniquement, le candidat peut utiliser l'un des trois formats de signature autorisés par la réglementation (XAAdES, CAdES ou PAdES). Le pouvoir adjudicateur préconise toutefois l'utilisation d'une signature électronique au format PAdES. L'attributaire devra veiller à ne pas verrouiller le document lors de sa signature, afin de permettre sa signature ultérieure par l'acheteur.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, la signature doit être une signature qualifiée, tel que défini par le règlement européen n° 910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques (eIDAS). Toutefois, les certificats de signature de type RGS demeurent valables jusqu'à leur expiration.

Le certificat de signature qualifié est délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement eIDAS de juillet 2014. Une liste de prestataires est disponible sur le site de l'ANSSI (<https://www.ssi.gouv.fr/>). Il peut aussi être délivré par une autorité de certification, française ou étrangère. Le candidat devra alors démontrer son équivalence au règlement eIDAS.

Le candidat qui utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, ou un certificat délivré par une autre autorité de certification, doit transmettre gratuitement le mode d'emploi permettant la vérification de la validité de la signature.

Quand bien même il est prévu une signature électronique du contrat, l'attribution du marché pourra néanmoins donner lieu à la signature manuscrite du contrat sous forme papier. Dans ce cas de figure, l'attributaire sera invité à transmettre à l'administration la version papier originale de l'acte d'engagement signé de manière manuscrite.

6.2 – Transmission sur support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, **la transmission par voie papier n'est pas autorisée.**

7 - Examen des candidatures et des offres

7.1 – Examen des candidatures

L'examen des candidatures sera effectué dans les conditions prévues à l'article R2144-1 à R2144-7 du Code de la commande publique.

Les candidatures seront examinées au regard des niveaux de :

Capacités techniques et professionnelles

Capacité économique et financière

A noter que conformément aux dispositions de l'article R2144-3 du Code de la commande publique, la vérification des conditions de participation peut être effectuée à tout moment de la procédure et au plus tard avant l'attribution du contrat.

La vérification des candidatures peut donc intervenir après le classement des offres.

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai déterminé identique pour tous les candidats.

Afin d'évaluer les niveaux de capacités techniques et professionnelles mais aussi économique et financière des candidats, les candidatures conformes et recevables seront examinées au moyen des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation.

7.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Pour le lot n° 1 : Fourniture et livraison d'ouvrages neufs édités en France ou publiés en français

Critères et sous-critères		Support d'analyse	Pondération (%)
Critère 1 : Valeur technique		CRT	70%
	Sous-critère 1.1 : Richesse du catalogue	CRT I	25%
	<i>Sous-sous-critère 1.1.1 : Test opéré sur la base d'une liste d'ouvrages</i>	<i>Panier caché</i>	<i>60%</i>
	<i>Sous-sous-critère 1.1.2 : Richesse du catalogue déclarée</i>	<i>CRT I.1</i>	<i>40%</i>
	Sous-critère 1.2 : Traitement des commandes	CRT B	25%
	<i>Sous-sous-critère 1.2.1 : Circuit de traitement des commandes</i>	<i>CRT B.3</i>	<i>30%</i>
	<i>Sous-sous-critère 1.2.2 : Types d'ouvrages édités hors de France proposés</i>	<i>CRT B.5</i>	<i>20%</i>
	<i>Sous-sous-critère 1.2.3 : Types d'ouvrages édités en France proposés</i>	<i>CRT B.4</i>	<i>10%</i>
	<i>Sous-sous-critère 1.2.4 : Optimisation du délai d'émission de devis</i>	<i>CRT B.1</i>	<i>10%</i>
	<i>Sous-sous-critère 1.2.5 : Confirmation des commandes</i>	<i>CRT B.2</i>	<i>10%</i>

FOURNITURE ET LIVRAISON D'OUVRAGES NEUFS FRANÇAIS ET ETRANGERS EDITES SUR SUPPORT PHYSIQUE

	<i>Sous-sous-critère 1.2.6 : Modalités de traitement et d'expédition</i>	<i>CRT B.6</i>	<i>10%</i>
	<i>Sous-sous-critère 1.2.7 : Relance auprès des éditeurs</i>	<i>CRT B.7</i>	<i>5%</i>
	<i>Sous-sous-critère 1.2.8 : Gestion des commandes urgentes</i>	<i>CRT B.8</i>	<i>5%</i>
	Sous-critère 1.3 : Site web marchand	CRT G	25%
	<i>Sous-sous-critère 1.3.1 : Données bibliographiques</i>	<i>CRT G.2</i>	<i>25%</i>
	<i>Sous-sous-critère 1.3.2 : Ergonomie du site marchand</i>	<i>CRT H</i>	<i>20%</i>
	<i>Sous-sous-critère 1.3.3 : Comptes clients et droits associés</i>	<i>CRT G.1</i>	<i>10%</i>
	<i>Sous-sous-critère 1.3.4 : Échange de données informatisé</i>	<i>CRT G.3</i>	<i>10%</i>
	<i>Sous-sous-critère 1.3.5 : Fonctionnalités diverses</i>	<i>CRT G.4</i>	<i>10%</i>
	<i>Sous-sous-critère 1.3.6 : Suivi des commandes</i>	<i>CRT G.5</i>	<i>10%</i>
	<i>Sous-sous-critère 1.3.7 : Formation et aides à l'utilisation</i>	<i>CRT G.6</i>	<i>10%</i>
	<i>Sous-sous-critère 1.3.8 : Statistiques disponibles</i>	<i>CRT G.7</i>	<i>5%</i>
	Sous-critère 1.4 : Optimisation des délais de livraison	CRT F	10%
	<i>Sous-sous-critère 1.4.1 : Optimisation des délais de livraison d'ouvrages édités en français en France métropolitaine</i>	<i>CRT F</i>	<i>90%</i>
	<i>Sous-sous-critère 1.4.2 : Optimisation des délais de livraison d'ouvrages en français édités dans le reste du monde</i>	<i>CRT F</i>	<i>10%</i>
	Sous-critère 1.5 : Service après-vente	CRT E	10%
	<i>Sous-sous-critère 1.5.1 : Modalités de reprise et de remplacement des commandes non conformes</i>	<i>CRT E.1</i>	<i>90%</i>
	<i>Sous-sous-critère 1.5.2 : Modalités de reprise des commandes erronées</i>	<i>CRT E.2</i>	<i>10%</i>
	Sous-critère 1.6 : Conseil et services bibliographiques	CRT D	5%
	Critère 2 : Prix des ouvrages	CRF	20%
	Sous-critère 2.1 : Taux de remise pour tout achat hors livres et manuels scolaires	CRF	70%
	Sous-critère 2.2 : Taux de remise pour les livres et manuels scolaires	CRF	30%
	Critère 3 : Considérations environnementales	CRT J	10%
	Sous-critère 3.1 : Mesures permettant la réduction de suremballage	CRT J.1	50%
	Sous-critère 3.2 : Autres considérations environnementales	CRT J.2	50%

A noter que :

Le critère 1 « Valeur technique (70%) » est analysé sur la base des sous-critères suivants :

- **Le sous-critère 1.1 « Richesse du catalogue (25%) » est analysé sur la base des sous sous critères suivants :**
 - Le sous-sous-critère 1.1.1 « Test opéré sur la base d'une liste d'ouvrages (60%) » est analysé sur la base du résultat du test réalisé par le pouvoir adjudicateur : une liste d'ouvrages non communiquée aux candidats sera utilisée pour évaluer la richesse du catalogue du site marchand.
 - Le sous-sous-critère 1.1.2 « Richesse du catalogue déclarée (40%) » est analysé sur la base de la réponse du candidat à la question I.1 du CRT du lot 1.
- **Le sous-critère 1.2 « Traitement des commandes (25%) » est analysé sur la base des sous sous critères suivants :**
 - Le sous-sous-critère 1.2.1 : « Circuit de traitement des commandes (30%) » est analysé sur la base de la réponse du candidat à la question B.3 du CRT du lot 1.
 - Le sous-sous-critère 1.2.2 : « Types d'ouvrages édités hors de France proposés (20%) » est analysé sur la base de la réponse du candidat à la question B.5 du CRT du lot 1.
 - Le sous-sous-critère 1.2.3 : « Types d'ouvrages édités en France proposés (10%) » est analysé sur la base de la réponse du candidat à la question B.4 du CRT du lot 1.
 - Le sous-sous-critère 1.2.4 : « Optimisation du délai d'émission de devis (10%) » est analysé sur la base de la réponse du candidat à la question B.1 du CRT du lot 1.
 - Le sous-sous-critère 1.2.5 : « Confirmation des commandes (10%) » est analysé sur la base de la réponse du candidat à la question B.2 du CRT du lot 1.
 - Le sous-sous-critère 1.2.6 : « Modalités de traitement et d'expédition (10%) » est analysé sur la base de la réponse du candidat à la question B.6 du CRT du lot 1.
 - Le sous-sous-critère 1.2.7 : « Relance auprès des éditeurs (5%) » est analysé sur la base de la réponse du candidat à la question B.7 du CRT du lot 1.
 - Le sous-sous-critère 1.2.8 : « Gestion des commandes urgentes (5%) » est analysé sur la base de la réponse du candidat à la question B.8 du CRT du lot 1.
- **Le sous-critère 1.3 « Site web marchand (25%) » est analysé sur la base des sous sous critères suivants :**
 - Le sous-sous-critère 1.3.1 : « Données bibliographiques (25%) » est analysé sur la base de la réponse du candidat à la question G.2 du CRT du lot 1.
 - Le sous-sous-critère 1.3.2 : « Ergonomie du site marchand (20%) » est analysé sur la base du résultat du test réalisé par le pouvoir adjudicateur : le compte test fourni dans la section H du CRT du lot 1 sera utilisé pour évaluer notamment l'ergonomie, la fluidité et l'intuitivité du site marchand.

FOURNITURE ET LIVRAISON D'OUVRAGES NEUFS FRANÇAIS ET ETRANGERS EDITES SUR SUPPORT PHYSIQUE

- Le sous-sous-critère 1.3.3 : « Comptes clients et droits associés (10%) » est analysé sur la base de la réponse du candidat à la question G.1 du CRT du lot 1.
- Le sous-sous-critère 1.3.4 : « Échange de données informatisé (10%) » est analysé sur la base de la réponse du candidat à la question G.3 du CRT du lot 1.
- Le sous-sous-critère 1.3.5 : « Fonctionnalités diverses (10%) » est analysé sur la base de la réponse du candidat à la question G.4 du CRT du lot 1.
- Le sous-sous-critère 1.3.6 : « Suivi des commandes (10%) » est analysé sur la base de la réponse du candidat à la question G.5 du CRT du lot 1.
- Le sous-sous-critère 1.3.7 : « Formation et aides à l'utilisation (10%) » est analysé sur la base de la réponse du candidat à la question G.6 du CRT du lot 1.
- Le sous-sous-critère 1.3.8 : « Statistiques disponibles (5%) » est analysé sur la base de la réponse du candidat à la question G.7 du CRT du lot 1.
- ***Le sous-critère 1.4 « Optimisation des délais de livraison (10%) » est analysé sur la base des sous sous critères suivants :***
 - Le sous-sous-critère 1.4.1 : « Optimisation des délais de livraison d'ouvrages édités en français en France métropolitaine (90%) » est analysé sur la base de la réponse du candidat à la section F du CRT du lot 1.
 - Le sous-sous-critère 1.4.2 : « Optimisation des délais de livraison d'ouvrages en français édités dans le reste du monde (10%) » est analysé sur la base de la réponse du candidat à la section F du CRT du lot 1.
- ***Le sous-critère 1.5 « Service après-vente (10%) » est analysé sur la base des sous sous critères suivants :***
 - Le sous-sous-critère 1.5.1 : Modalités de reprise et de remplacement des commandes non conformes (90%) » est analysé sur la base de la réponse du candidat à la question E.1 du CRT du lot 1.
 - Le sous-sous-critère 1.5.2 : Modalités de reprise des commandes erronées (10%) » est analysé sur la base de la réponse du candidat à la question E.2 du CRT du lot 1.
- ***Le sous-critère 1.6 « Conseil et services bibliographiques (5%) » est analysé sur la base de la réponse du candidat à la section D du CRT du lot 1.***

Le critère 2 « Prix des ouvrages (20%) » est analysé sur la base des sous-critères suivants :

- ***Le sous-critère 2.1 « Taux de remise pour tout achat hors livres et manuels scolaires (70%) » est analysé sur la base de la remise consentie par le candidat dans CRF du lot 1.***
- ***Le sous-critère 2.2 « Taux de remise pour les livres et manuels scolaires (30%) » est analysé sur la base de la remise consentie par le candidat dans CRF du lot 1.***

Le critère 3 « Considérations environnementales (10%) » est analysé sur la base des sous-critères suivants :

- **Sous-critère 3.1 : « Mesures permettant la réduction de suremballage (50%) » est analysé sur la base de la réponse du candidat à la question J.1 du CRT du lot 1.**
- **Sous-critère 3.2 : « Autres considérations environnementales (50%) » est analysé sur la base de la réponse du candidat à la question J.2 du CRT du lot 1.**

Pour le lot n°2 Fourniture et livraison d'ouvrages neufs publiés en langue étrangère et édités à l'étranger

Critères et sous-critères		Support d'analyse	Pondération (%)
Critère 1 : Valeur technique		CRT	70%
	Sous-critère 1.1 : Richesse du catalogue	CRT I	40%
	Sous-sous-critère 1.1.1 : Test opéré sur la base d'une liste d'ouvrages	Panier caché	60%
	Sous-sous-critère 1.1.2 : Richesse du catalogue déclarée	CRT I.1	40%
	Sous-critère 1.2 : Traitement des commandes	CRT B	20%
	Sous-sous-critère 1.2.1 : Circuit de traitement des commandes	CRT B.3	40%
	Sous-sous-critère 1.2.2 : Types d'ouvrages édités hors de France proposés	CRT B.4	20%
	Sous-sous-critère 1.2.3 : Optimisation du délai d'émission de devis	CRT B.1	10%
	Sous-sous-critère 1.2.4 : Confirmation des commandes	CRT B.2	10%
	Sous-sous-critère 1.2.5 : Modalités de traitement et d'expédition	CRT B.5	10%
	Sous-sous-critère 1.2.6 : Relance auprès des éditeurs	CRT B.6	5%
	Sous-sous-critère 1.2.7 : Gestions des commandes urgentes	CRT B.7	5%
	Sous-critère 1.3 : Site web marchand	CRT G	20%
	Sous-sous-critère 1.3.1 : Données bibliographiques	CRT G.2	25%
	Sous-sous-critère 1.3.2 : Ergonomie du site marchand	CRT H	20%
	Sous-sous-critère 1.3.3 : Comptes clients et droits associés	CRT G.1	10%
	Sous-sous-critère 1.3.4 : Échange de données informatisé	CRT G.3	10%
	Sous-sous-critère 1.3.5 : Fonctionnalités diverses	CRT G.4	10%
	Sous-sous-critère 1.3.6 : Suivi des commandes	CRT G.5	10%
	Sous-sous-critère 1.3.7 : Formation et aides à l'utilisation	CRT G.6	10%

FOURNITURE ET LIVRAISON D'OUVRAGES NEUFS FRANÇAIS ET ETRANGERS EDITES SUR SUPPORT PHYSIQUE

	<i>Sous-sous-critère 1.2.8 : Statistiques disponibles</i>	<i>CRT G.7</i>	<i>5%</i>
	Sous-critère 1.4 : Optimisation des délais de livraison	CRT F	10%
	<i>Sous-sous-critère 1.4.1 : Optimisation des délais de livraison d'ouvrages édités en langues étrangères en « zone 1 »</i>	<i>CRT F</i>	<i>70%</i>
	<i>Sous-sous-critère 1.4.2 : Optimisation des délais de livraison d'ouvrages édités en langues étrangères en « zone 2 »</i>	<i>CRT F</i>	<i>20%</i>
	<i>Sous-sous-critère 1.4.3 : Optimisation des délais de livraison d'ouvrages édités en langues étrangères en « zone 3 »</i>	<i>CRT F</i>	<i>10%</i>
	Sous-critère 1.5 : Service après-vente	CRT E	5%
	<i>Sous-sous-critère 1.5.1 : Modalités de reprise et de remplacement des commandes non conformes</i>	<i>CRT E.1</i>	<i>90%</i>
	<i>Sous-sous-critère 1.5.2 : Modalités de reprise des commandes erronées</i>	<i>CRT E.2</i>	<i>10%</i>
	Sous-critère 1.6 : Conseil et services bibliographiques	CRT D	5%
Critère 2 : Prix des ouvrages		CRF	20%
Critère 3 : Considérations environnementales		CRT	10%
	Sous-critère 3.1 : Mesures permettant la réduction de suremballage	CRT J.1	50%
	Sous-critère 3.2 : Autres considérations environnementales	CRT J.2	50%

A noter que :

Le critère 1 « Valeur technique (70%) » est analysé sur la base des sous-critères suivants :

- **Le sous-critère 1.1 « Richesse du catalogue (40%) » est analysé sur la base des sous sous critères suivants :**
 - Le sous-sous-critère 1.1.1 « Test opéré sur la base d'une liste d'ouvrages (60%) » est analysé sur la base du résultat du test réalisé par le pouvoir adjudicateur : une liste d'ouvrages non communiquée aux candidats sera utilisée pour évaluer la richesse du catalogue du site marchand.
 - Le sous-sous-critère 1.1.2 « Richesse du catalogue déclarée (40%) » est analysé sur la base de la réponse du candidat à la question I.1 du CRT du lot 2.
- **Le sous-critère 1.2 « Traitement des commandes (20%) » est analysé sur la base des sous sous critères suivants :**
 - Le sous-sous-critère 1.2.1 : « Circuit de traitement des commandes (40%) » est analysé sur la base de la réponse du candidat à la question B.3 du CRT du lot 2.

FOURNITURE ET LIVRAISON D'OUVRAGES NEUFS FRANÇAIS ET ETRANGERS EDITES SUR SUPPORT PHYSIQUE

- Le sous-sous-critère 1.2.2 : « Types d'ouvrages édités hors de France proposés (20%) » est analysé sur la base de la réponse du candidat à la question B.4 du CRT du lot 2.
- Le sous-sous-critère 1.2.3 : « Optimisation du délai d'émission de devis (10%) » est analysé sur la base de la réponse du candidat à la question B.1 du CRT du lot 2.
- Le sous-sous-critère 1.2.4 : « Confirmation des commandes (10%) » est analysé sur la base de la réponse du candidat à la question B.2 du CRT du lot 2.
- Le sous-sous-critère 1.2.5 : « Modalités de traitement et d'expédition (10%) » est analysé sur la base de la réponse du candidat à la question B.5 du CRT du lot 2.
- Le sous-sous-critère 1.2.6 : « Relance auprès des éditeurs (5%) » est analysé sur la base de la réponse du candidat à la question B.6 du CRT du lot 2.
- Le sous-sous-critère 1.2.7 : « Gestion des commandes urgentes (5%) » est analysé sur la base de la réponse du candidat à la question B.7 du CRT du lot 2.
- ***Le sous-critère 1.3 « Site web marchand (20%) » est analysé sur la base des sous sous critères suivants :***
 - Le sous-sous-critère 1.3.1 : « Données bibliographiques (25%) » est analysé sur la base de la réponse du candidat à la question G.2 du CRT du lot 2.
 - Le sous-sous-critère 1.3.2 : « Ergonomie du site marchand (20%) » est analysé sur la base du résultat du test réalisé par le pouvoir adjudicateur : le compte test fourni dans la section H du CRT du lot 2 sera utilisé pour évaluer notamment l'ergonomie, la fluidité et l'intuitivité du site marchand.
 - Le sous-sous-critère 1.3.3 : « Comptes clients et droits associés (10%) » est analysé sur la base de la réponse du candidat à la question G.1 du CRT du lot 2.
 - Le sous-sous-critère 1.3.4 : « Échange de données informatisé (10%) » est analysé sur la base de la réponse du candidat à la question G.3 du CRT du lot 2.
 - Le sous-sous-critère 1.3.5 : « Fonctionnalités diverses (10%) » est analysé sur la base de la réponse du candidat à la question G.4 du CRT du lot 2.
 - Le sous-sous-critère 1.3.6 : « Suivi des commandes (10%) » est analysé sur la base de la réponse du candidat à la question G.5 du CRT du lot 2.
 - Le sous-sous-critère 1.3.7 : « Formation et aides à l'utilisation (10%) » est analysé sur la base de la réponse du candidat à la question G.6 du CRT du lot 2.
 - Le sous-sous-critère 1.3.8 : « Statistiques disponibles (5%) » est analysé sur la base de la réponse du candidat à la question G.7 du CRT du lot 2.
- ***Le sous-critère 1.4 « Optimisation des délais de livraison (10%) » est analysé sur la base des sous sous critères suivants :***

FOURNITURE ET LIVRAISON D'OUVRAGES NEUFS FRANÇAIS ET ETRANGERS EDITES SUR SUPPORT PHYSIQUE

- Le sous-sous-critère 1.4.1 : « Optimisation des délais de livraison d'ouvrages édités en langues étrangères en « zone 1 » (70%) » est analysé sur la base de la réponse du candidat à la section F du CRT du lot 2.
- Le sous-sous-critère 1.4.2 : « Optimisation des délais de livraison d'ouvrages édités en langues étrangères en « zone 2 » (20%) » est analysé sur la base de la réponse du candidat à la section F du CRT du lot 2.
- Le sous-sous-critère 1.4.3 : « Optimisation des délais de livraison d'ouvrages édités en langues étrangères en « zone 3 » (10%) » est analysé sur la base de la réponse du candidat à la section F du CRT du lot 2.
- **Le sous-critère 1.5 « Service après-vente (5%) » est analysé sur la base des sous sous critères suivants :**
 - Le sous-sous-critère 1.5.1 : Modalités de reprise et de remplacement des commandes non conformes (90%) » est analysé sur la base de la réponse du candidat à la question E.1 du CRT du lot 2.
 - Le sous-sous-critère 1.5.2 : Modalités de reprise des commandes erronées (10%) » est analysé sur la base de la réponse du candidat à la question E.2 du CRT du lot 2.
- **Le sous-critère 1.6 « Conseil et services bibliographiques (5%) » est analysé sur la base de la réponse du candidat à la section D du CRT du lot 2.**

Le critère 2 « Prix des ouvrages (20%) » est analysé sur la base du montant total en € HT indiqué dans le devis estimatif du CRF du lot 2 (cellule orange).

Le critère 3 « Considérations environnementales (10%) » est analysé sur la base des sous-critères suivants :

- **Sous-critère 3.1 : « Mesures permettant la réduction de suremballage (50%) » est analysé sur la base de la réponse du candidat à la question J.1 du CRT du lot 2.**
- **Sous-critère 3.2 : « Autres considérations environnementales (50%) » est analysé sur la base de la réponse du candidat à la question J.2 du CRT du lot 2.**

IMPORTANT (pour tous les lots) :

En application de l'article R2152-2 du Code de la commande publique, en cas de dépôt d'offres irrégulières au sens de l'article L2152-2, l'Université de Strasbourg **se réserve la possibilité** d'autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses. Le cas échéant, le délai de régularisation sera précisé par le pouvoir adjudicateur dans la lettre invitant à la régularisation.

L'attention des soumissionnaires est attirée sur le fait **qu'il s'agit d'une simple faculté que le pouvoir adjudicateur n'est pas tenu de mettre en œuvre.**

7.3 - Suite à donner à la consultation

L'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations prévus aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique.

Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents sera de **5 jours ouvrés au maximum**.

Conformément à l'article R2144-7 du Code de la commande publique, si le candidat dont l'offre est susceptible d'être retenue ne produit pas les pièces réclamées dans le délai imparti, le marché ne pourra pas lui être attribué. Il est donc fortement conseillé aux candidats de prendre toutes dispositions leur permettant de respecter le délai fixé.

8 - Renseignements complémentaires

8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard **10 jours** avant la date limite de réception des offres, une demande écrite par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Une réponse sera alors adressée à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, **6 jours** au plus tard avant la date limite de réception des offres.

ATTENTION : Le Département des Achats et Marchés de l'Université de Strasbourg sera fermé pour congés à partir du vendredi 25 juillet 2025 au soir jusqu'au dimanche 17 août inclus. Aucune réponse aux éventuelles questions ne pourra être apportée avant le lundi 18 août 2025.

8.2 - Procédures de recours

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal administratif de Strasbourg, 31 avenue de la Paix B.P. 51038, 67070 Strasbourg Cedex

Adresse internet(U.R.L) : <http://strasbourg.tribunal-administratif.fr/>

E-mail : greffe.ta-strasbourg@juradm.fr Tél. : 03 88 21 23 23. Fax : 03 88 36 44 66.

Les voies de recours sont les suivantes :

- Référé pré-contractuel selon les conditions fixées aux articles L.551-1 à L.551-12 et R.551-1 à R.551-6 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé jusqu'à la signature du contrat ;
- Référé contractuel selon les conditions fixées aux articles L.551-13 à L.551-23 et R.551-7 à R.551-10 du CJA, et pouvant être exercé après la signature du contrat ;
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique dans les conditions fixées par la jurisprudence (CE Ass, 4 avril 2014, n°358994) ;

- Recours pour excès de pouvoir pouvant être exercé dans les deux mois à compter de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Tribunal administratif de Strasbourg, 31 avenue de la Paix B.P. 51038, 67070 Strasbourg Cedex

Adresse internet(U.R.L) : <http://strasbourg.tribunal-administratif.fr/>

E-mail : greffe.ta-strasbourg@juradm.fr Tél. : 03 88 21 23 23. Fax : 03 88 36 44 66.

RECAPITULATIF DES PIECES A FOURNIR

➤ Candidature

- ☐ **DC1, dans sa dernière version disponible**, renseigné par tous les membres du groupement, le cas échéant
- ☐ **DC2, dans sa dernière version disponible** (1 exemplaire par membre du groupement, le cas échéant) renseigné et complété des informations suivantes :

♦ **au titre de la capacité économique et financière de l'entreprise** :

- ☐ Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant sur les trois derniers exercices disponibles
- ☐ Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents

♦ **au titre des capacités techniques et professionnelles de l'entreprise** :

- ☐ Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années
- ☐ Liste des principales livraisons effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé

☐ **L'attestation sur l'honneur en vue du contrôle de la situation des sociétés au regard du Règlement (UE)**

n°2022/576 du Conseil du 8 avril 2022 modifiant le règlement (UE) n°833/2014 concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine (Attestation sur l'honneur sociétés russes) **dûment complétée et signée**

IMPORTANT :

Le candidat est invité à utiliser **les formulaires DC1/DC2** pour présenter sa candidature. Il convient d'utiliser la **nouvelle version des formulaires DC1 et DC2** téléchargeables gratuitement sous le lien <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Le candidat peut également utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME) rédigé en français pour présenter sa candidature (1 DUME par membre en cas de groupement). Le cas échéant, il devra apporter l'ensemble des éléments visés aux articles R2142-1 à R2142-14 du Code de la commande publique et aux articles auxquels ils renvoient, y compris les renseignements ou documents listés ci-dessus.

➤ Offre

Pour le lot 1 :

1. **Le cadre de réponse technique (CRT) correspondant au lot 1** (1 document au format Word, fourni dans le DCE), complétée intégralement
2. **Le cadre de réponse financier (CRF) au lot 1** (1 document au format Excel avec 1 onglet, fourni dans le DCE), complétée intégralement

Pour le lot 2 :

1. **Le cadre de réponse technique (CRT) correspondant au lot 2** (1 document au format Word, fourni dans le DCE), complétée intégralement
2. **Le cadre de réponse financier (CRF) au lot 2** (1 document au format Excel avec 2 onglets, fourni dans le DCE), complétée intégralement

Nota :

Conformément aux dispositions du Code de la commande publique et afin de simplifier le dépôt des offres, l'acte d'engagement n'a plus à être demandé (signé) dès le dépôt de l'offre.

Aussi, aucun acte d'engagement n'est à fournir au moment du dépôt de l'offre.

L'acte d'engagement signé ne sera ainsi exigé que du seul attributaire, au terme de la procédure afin de formaliser le contrat.